

En Hongrie, les migrants affluent avant qu'un mur ne ferme la frontière

Une clôture de 4 mètres de haut, décidée par le gouvernement du conservateur Viktor Orban, et approuvée par le Parlement, va être progressivement érigée le long des 175 km qui séparent la Hongrie de la Serbie.

THIBAUT VARGA
ASOTHTHALOM (HONGRIE) ET KANIJZA (SERBIE)

EUROPE Au volant de sa Lada 4x4 d'un autre âge, Barnabas Herédi, 26 ans, patrouille sur le territoire d'Asotthalom, commune rurale du sud de la Hongrie. Embauché il y a an par Laszlo Toroczkaï, maire apparenté Jobbik (extrême droite), ce garde champêtre rencontre tous les jours près de 200 migrants qui traversent les 23 km de champs et d'herbes folles que le village partage avec la Serbie. En temps normal, sa mission serait de réprimer le braconnage ou le vol de bois dans les forêts. Mais aujourd'hui, l'occupation principale de cet homme en treillis, pistolet à la taille, a trait au franchissement illégal de la frontière. Sa tâche, lorsqu'il aperçoit des migrants, consiste à contacter la police nationale, qui se charge alors de transporter les personnes interpellées dans un centre à proximité de Szeged, afin de relever leurs empreintes digitales, conformément à la procédure européenne d'asile (dite Dublin III).

Les migrants en question se voient alors remettre un laissez-passer ferroviaire pour se rendre dans un camp de réfugiés le temps que leur demande soit traitée. « Je suis désolé de voir tous ces gens arriver dans un état pitoyable, mais la Hongrie n'est pas un pays riche, elle peut difficilement tous les accueillir », précise le garde champêtre en montrant un filet d'eau, qu'enjambe un modeste pont en béton, à peine défendu par deux câbles rouillés. C'est vraisemblablement ici que s'érigera la future clôture de 4 m de haut décidée par le gouvernement et approuvée par le Parlement, qui devrait suivre le tracé de la frontière serbo-hongroise sur ses 175 km. Coût prévu de l'opération 20 millions d'euros, selon le gouvernement hongrois, qui compte bien employer à sa construction, d'ici quelques semaines, les forces de police, de l'armée, les prisonniers et les chômeurs en fin de droit qui le voudront bien.

1 000 interpellations par jour

Une section d'essai a déjà été construite à Morahalom, la commune voisine d'Asotthalom. « Nous nous sommes résignés à l'idée d'une simple clôture que nous espérons temporaire. Elle sera d'abord construite sur les tronçons les plus empruntés par les migrants. Nos partenaires serbes ont bien compris que nous ne les visions pas, eux, mais que nous avons le devoir de protéger notre pays ainsi que la frontière extérieure de l'Union européenne », justifie Péter Szijjártó, ministre des Affaires étrangères.

À l'heure actuelle, les entrées illégales sur le sol hongrois ont dépassé le seuil de 80 000 depuis janvier 2015, au rythme



Le 16 juillet dernier, près du village de Morahalom, une unité technique de l'armée hongroise installait une « section d'essai » de 150 mètres de la clôture qui devrait d'ici à quelques mois suivre le tracé de la frontière serbo-hongroise. CSABA SEGESVARI/AFP

de 1 000 interpellations par jour à la frontière, soit presque autant de demandes d'asile. De plus en plus de migrants refusent par ailleurs de se livrer au relevé des empreintes pour éviter de devoir demander l'asile en Hongrie, comme le voudrait Dublin III. Cette dernière réglementation prévoit que la demande d'asile doit être effectuée dans le premier pays membre du dispositif où la personne est appréhendée. La Grèce étant dotée d'un système défaillant, la Hongrie était - jusqu'à présent - le premier pays sur la trajectoire des migrants à disposer d'un système d'asile adéquat, système sérieusement remis en cause par une nouvelle législation adoptée le 6 juillet, sous l'impulsion du premier ministre conservateur, Viktor Orban.

La Hongrie, membre de l'espace Schengen, ne constitue pour la grande majorité des migrants qu'une étape transitoire de quelques jours vers l'Europe du Nord et de l'Ouest, facilement accessible en rail comme par la route. Or l'Autriche a justement décidé mi-

juin de suspendre temporairement le traitement des demandes d'asile sur son sol, se réservant le droit de rediriger ses migrants en surnombre vers la Hongrie où ils ont transité avant elle. « Plusieurs pays plus à l'ouest de la Hongrie menacent de nous renvoyer 15 000 demandeurs d'asile », avance ainsi Péter Szijjártó.

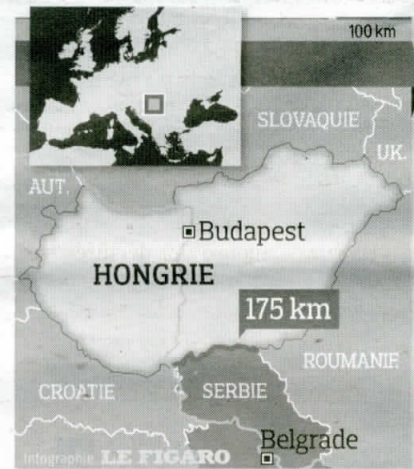
Le système de Dublin dépassé

Dans le cas d'une réglementation de Dublin appliquée à la lettre, ce serait effectivement le cas. En pratique, en 2014, seuls 1350 demandeurs d'asile sur près de 50 000 ont été renvoyés en Hongrie. « Le système de Dublin arrive à ses limites face à un phénomène migratoire d'une telle ampleur », souligne Stéphane Moissang, coordinateur terrain de l'ONG Médecins sans frontières, au sein de la mission migrations dans les Balkans. « Les arrivées de migrants aux portes de la Hongrie suivent les lignes de front en Syrie, en Irak ou en Afghanistan. Pour nos équipes, présentes du point de départ au point d'entrée vers l'espace Schengen, la



PÉTER SZIJJÁRTÓ
MINISTRE HONGROIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Nos partenaires serbes ont bien compris que nous ne les visions pas, eux, mais que nous avons le devoir de protéger notre pays ainsi que la frontière extérieure de l'Union européenne »



vague s'est intensifiée à partir d'avril dans les Balkans. Elle est bien partie pour durer : la plupart des migrants concernés ont perdu tout espoir de retour à la normale dans leur pays d'origine. »

En fin de journée, dans les villes de Subotica, comme à Kanijza, situées à une quinzaine de kilomètres de la frontière hongroise, c'est l'exode. Des groupes de dizaines de migrants marchent respectivement le long des étangs ou de la rivière Tisza en quête de lendemains plus vivables. « Mon avenir n'est pas à Damas, il est en Allemagne », résume Mohamed, 24 ans, rencontré à Kanijza. Côté hongrois, à Asotthalom, Barnabas Herédi doute de l'efficacité du futur dispositif barbelé. « Une clôture, ça peut toujours se sectionner », conclut-il. ■

EN BREF

Bras de fer frontalier entre la Croatie et la Slovénie

Après avoir accusé un juge slovène de partialité, la Croatie a décidé de « suspendre immédiatement » le processus d'arbitrage international entamé en 2009 pour résoudre un différend frontalier avec la Slovénie, portant notamment sur la baie de Piran, dans le nord de l'Adriatique, jugée vitale par la Slovénie, le pays ne disposant que de 46 kilomètres de côtes.

Nouveaux combats dans l'est de l'Ukraine

Une femme et un soldat ukrainien ont été tués au cours des dernières 24 heures dans l'est séparatiste prorusse de l'Ukraine, où les combats ont gagné en intensité et où plusieurs installations stratégiques ont été endommagées par les bombardements.

Afghanistan : 100 policiers se rendent aux talibans

Les talibans se sont emparés samedi soir d'une base de la police afghane dans le nord du pays après la reddition de plus de cent policiers, infligeant ainsi aux forces afghanes l'une de leurs plus lourdes défaites depuis la fin de la mission militaire de l'Otan. Toutes les munitions et équipements ont été saisis par les insurgés

Mariage afghan : 21 morts

Au moins 21 personnes ont été tuées et 10 blessées dans une fusillade entre invités qui se sont disputés dimanche lors d'un mariage dans la province de Baghlan, dans le nord de l'Afghanistan. Un invité a tiré en l'air croyant mettre fin à la dispute, mais il a provoqué l'effet inverse : les deux camps ont échangé des coups de feu. Toutes les victimes sont des hommes, entre 14 et 60 ans.

Attaque d'un poste de police en Inde

L'attaque par des hommes armés d'un poste de police lundi dans l'État du Pendjab, en Inde, près de la frontière instable avec le Pakistan, a fait au moins 5 morts et 7 blessés. Il s'agit de la première attaque de cette ampleur depuis plus de dix ans au Pendjab indien.

La question des demandeurs d'asile enflamme l'Allemagne

DAVID PHILIPPOT
BERLIN

UNE AGRESSION par jour. Depuis le début de l'année, le chiffre approche les 200 attaques contre les demandeurs d'asile ou leur lieu d'hébergement. C'est déjà autant que le bilan de l'année dernière. Ce week-end encore, un journal imbibé d'essence a été allumé sur le palier d'une famille, quatre Syriens ont été molestés dans une gare et les vitres d'un centre d'hébergement ont volé en éclats. Aux quatre coins de l'Allemagne, des cocktails incendiaires sont lancés contre les foyers d'immigrés.

Attisée par les néonazis, une vague de violence, comme le pays n'en a pas connu depuis les années 1990, se lève. « La comparaison a ses limites », corrige Jan Schneider, directeur de recherches au comité d'experts allemands sur les migrations (SVR). « Quand les asiles brûlaient à Rostock ou à Hoyerswerda, des milliers de gens applaudissaient et la majorité silencieuse laissait faire. Cette fois-ci, la majorité des Allemands se montre solidaire et il y a des milliers d'initiatives pour

venir en aide aux nouveaux arrivants ou pour protester contre les violences. »

Une meilleure acceptation que reflètent les sondages du week-end : 60 % des personnes sondées se disent opposées à la baisse des prestations en faveur des demandeurs d'asile. Des garanties pourtant malmenées par l'afflux : la loi par exemple préconise un espace habitable de 7 m² par personne, mais les 450 000 migrants prévus pour cette année en Allemagne obligent les collectivités locales à improviser. À Dresde, 470 Syriens ont été hébergés ce week-end à la va-vite dans un village de tentes. Le coût de la prise en charge alourdit considérablement les budgets, avec une estimation de 6 milliards d'euros pour cette année. À la mi-juin, le gouvernement a débloqué une aide exceptionnelle d'un milliard d'euros, dont la moitié a déjà été engloutie.

Pour ce « défi tout à fait considérable », comme le qualifie le gouvernement, la Bundeswehr vient d'être appelée en renfort pour les accueillir dans des casernes désaffectées. Dans les milieux gouvernementaux, la rumeur a circulé que le pays était au bord du « Kollaps » car les structures d'accueil sont toutes saturées.

70 000

Kosovars, Albanais ou Macédoniens

ont déposé une demande d'asile depuis le début de l'année

L'immigration divise l'Allemagne et vice versa. L'illustration de cette schizophrénie est éclatante à la une de deux hebdomadaires parus la semaine dernière : pendant que le *Spiegel* faisait sa première page sur la « haine de l'étranger qui empoisonne l'Allemagne », *Focus* titrait sur les « faux réfugiés ». Comprenez ceux des Balkans, à comparer avec les « vrais persécutés » de Syrie, d'Irak ou d'Érythrée. Depuis le début de l'année, plus de 70 000 Kosovars, Albanais ou Macédoniens ont déposé une demande d'asile avec une chance très ténue d'obtenir un titre de séjour. Les propositions politiques fusent pour tarir le flux à la source : réintroduction de visas, contrô-

les aux frontières ou abaissement des allocations versées aux demandeurs d'asile. « Un professeur albanais qui réussit à rester 5 mois sur le sol allemand perçoit 6 x 143 euros, calcule un haut responsable de la CDU. Ce qui équivaut à trois ans de salaire chez lui ». Le gouvernement fédéral a déjà fait voter un projet de loi qui classe la Bosnie, la Serbie et la Macédoine en « pays sûrs ». Ce qui permet d'accélérer les procédures de reconduite à la frontière. Mais dans une Allemagne vieillissante, les milieux économiques font pression dans le sens inverse. Et militent pour une meilleure intégration du maximum de réfugiés dans un marché du travail en manque de bras.

Comme pour chaque dossier sensible qui divise l'opinion, Angela Merkel ne prend pas position publiquement mais tire les ficelles depuis les coulisses. Dans le huis clos d'une réunion de la CDU, la chancelière a fait savoir qu'elle souhaitait l'inscription d'une loi sur l'immigration à l'agenda. Histoire de garder la main sur ce dossier brûlant, car la question des réfugiés sera très certainement l'un des grands enjeux des prochaines échéances électorales. ■